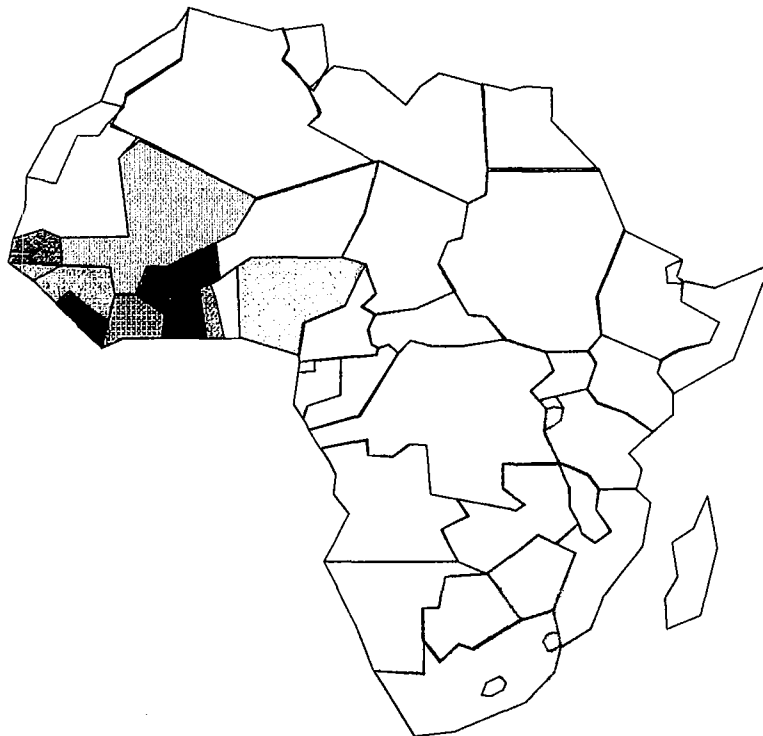


1998. 454



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



« Les défis à la construction de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (C.E.D.E.A.O.). »

CDT Victor TINE
Division D
Groupe D4
Session 97/98

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I-LES DEFIS LIES A LA SECURITE

II-LES ENJEUX ECONOMIQUES

III-L'ABSENCE DE LEADERSHIP REGIONAL

CONCLUSION

INTRODUCTION

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest a été créée à Lagos, au Nigéria, le 28 mai 1975. Elle regroupe l'ensemble des seize (16) états de la sous-région à savoir : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Léone, Togo.

La déréglementation de l'économie mondiale observée depuis la crise pétrolière de 1973 et ses conséquences sur les pays sous-développés, notamment en Afrique subsaharienne ont présidé à la création de la C.E.D.E.A.O. Les objectifs définis dans le Traité de Lagos indiquent clairement la nécessité pour les Etats membres d'associer leurs efforts pour sortir du sous-développement. Ces objectifs sont ainsi définis : promouvoir la coopération et le développement dans les domaines économiques et socio-culturels mais aussi dans d'autres secteurs tels que le commerce, la monnaie, la défense, etc.

La C.E.D.E.A.O. est un vaste marché de 200 millions d'habitants. Si le commerce a de tout temps existé à l'intérieur de la zone, il ne s'est pas développé véritablement. Le fait est que, jusque-là, ce commerce ne fut jamais institutionnalisé. La mondialisation de l'économie a été un facteur décisif dans cette volonté de régionalisation des Etats de l'Afrique de l'ouest. En effet, le seul moyen pour ces Etats, aux économies faibles, de s'accrocher à ce tourbillon économique consistait d'abord à intégrer leurs marchés et créer les conditions susceptibles d'attirer les investisseurs étrangers à l'image des pays l'Asie du sud-est.

Plus de deux décennies après l'entrée en vigueur du traité de Lagos, les résultats obtenus par la C.E.D.E.A.O. sont loin des objectifs visés. L'organisation semble paralysée. Pour comprendre les raisons de ce blocage, il convient de jeter un regard critique et analytique sur la situation qui prévaut à l'intérieur de zone. Cette géopolitique de l'Afrique de l'ouest se propose d'étudier les obstacles auxquels la C.E.D.E.A.O. est confrontée à savoir : la **Sécurité**, l'**Economie**, le **Politique**.

1 - LES DEFIS LIES A LA SECURITE

Le défi majeur que doivent relever les pays de la C.E.D.E.A.O. est celui du règlement des nombreux conflits qui minent la sous-région. En effet, la construction d'un ensemble économique et politique cohérent exige de ces pays l'instauration d'un climat de stabilité et de sécurité, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui avec notamment les guerres civiles du Libéria et de Sierra-Léone et leurs conséquences sur les pays voisins.

1-1. La guerre civile libérienne

La guerre civile libérienne a été sans aucun doute la crise la plus meurtrière que l'Afrique de l'ouest a connue ces deux dernières décennies avec ses 150.000 morts et ses milliers de réfugiés. Déclenchée la veille de Noël 1989 contre le régime du président Samuel Doe, la guerre civile a rapidement pris une connotation ethnique

qui témoigne du clivage social au sein de la plus vieille république d'Afrique. En tout état de cause, elle aura contribué à la destruction du tissu économique dans un pays où la notion d'état ne signifiait plus grand chose.

C'est dans un tel contexte que la C.E.D.E.A.O. décida de l'envoi dans ce pays d'une force d'interposition, l'Ecomog¹. Face à ce qui était devenue une partition de fait du pays entre les différentes factions - même si le Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor contrôlait 80 à 90% du territoire- la force ouest-africaine eut du mal à imposer la paix. A ce propos d'ailleurs, la situation intérieure libérienne n'explique pas à elle seule les difficultés rencontrées par l'Ecomog dans ce pays. En effet, les divergences apparues entre certains pays membres de la C.E.D.E.A.O. dans le règlement du conflit y étaient pour beaucoup. Le Nigéria d'une part, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso d'autre part avaient des approches divergentes qui traduisaient en réalité des intérêts inavoués par rapport au drame libérien. « Si le Nigéria, en prenant le contrôle de l'Ecomog, entendait se poser en arbitre des conflits régionaux, la Côte d'Ivoire encouragea la révolte de Charles Taylor dans un pays où elle espérait voir se poursuivre l'avancée pionnière des cacaoculteurs ivoiriens et burkinabés² ». Cette rivalité entre Ivoiriens et Nigériens dans la gestion de la crise libérienne se manifesta à travers les nombreuses négociations que la capitale politique ivoirienne, Yamoussoukro, a abritées entre les différentes factions libériennes en guerre.

Toutes ces rencontres se soldèrent par un échec. C'est alors que la diplomatie nigériane prit résolument le relais ; elle connut également plusieurs difficultés pour trouver une issue heureuse à la guerre civile libérienne mais elle parvint tout de même à établir, avec l'aide des autres pays membres de la C.E.D.E.A.O., d'abord un cessez-le-feu entre les différentes factions, ensuite la création d'un Conseil d'Etat au sein duquel les principales factions étaient représentées. Ce processus devait enfin conduire à l'organisation d'élections présidentielles le 19 juillet 1997 qui virent la victoire de Charles Taylor, leader du NPFL.

Après avoir gagné la guerre et remporté l'élection présidentielle, il lui reste à prouver qu'il peut également gagner la bataille de la reconstruction et du développement de son pays. C'est là que la population libérienne et la communauté internationale le jugeront.

1-2. La guerre civile sierra-léonaise

Ce conflit, qui a fait également de nombreuses victimes et détruit le tissu économique et social du pays, est d'une certaine façon une conséquence du conflit libérien, des milliers de Libériens fuyant les combats s'étant réfugiés dans ce pays.

Au plan intérieur, le régime sierra-léonais du président Momoh, faisait face à une rébellion de plus en plus structurée connue sous le nom de Front révolutionnaire uni (R.U.F.) dirigée par le caporal Fodé Sankoh. C'est dans une certaine confusion politico-sociale qu'une junte militaire dirigée par le capitaine Valentin Strasser renversa le président Momoh. Incapable de venir à bout de la rébellion, des

¹ -Ecomog military observers group (Groupe d'observateurs militaires de la CEDEAO déployé au Libéria en août 1990)

² -l'Année stratégique 1997, p. 130

divergences apparurent au sommet de la hiérarchie militaire et le chef de la junte fut à son tour déposé. Son successeur, le major Julius Mada Bio, s'empessa d'organiser des élections pluralistes qui amenèrent au pouvoir le premier président démocratiquement élu de Sierra-Léone, Ahmad Téjan Kabbah. Ce dernier entreprit aussitôt des négociations avec le R.U.F. qui avait refusé de participer à ces élections. Un accord de paix fut conclu à Abidjan le 30 novembre 1996 entre le nouveau régime et la rébellion du R.U.F., accord censé mettre un terme au conflit sierra-léonais.

Celui-ci fut de courte durée puisque, le 25 mai 1997, un autre putsch renversait Téjan Kabbah, réfugié depuis en Guinée. Le R.U.F. qui avait depuis des années combattu l'armée soutint ce coup de force et conclut une alliance qu'on pourrait qualifier de circonstance avec la junte. Tous deux exigeaient la libération du caporal Sankoh retenu au Nigéria avant d'entamer toute négociation sérieuse avec la C.E.D.E.A.O. Ce coup de force des militaires sierra-léonais devenait dès lors inacceptable pour la C.E.D.E.A.O. qui exigeait aussitôt le rétablissement au pouvoir à Freetown du régime du président démocratiquement élu de Téjan Kabbah. En même temps, elle demandait à la communauté internationale d'imposer des sanctions à la Sierra-Léone. Là aussi les dissensions constatées entre pays membres de la C.E.D.E.A.O. lors de la guerre civile libérienne réapparaissaient. Le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée notamment s'opposaient au Nigéria qui souhaitait une intervention militaire de la Communauté pour « chasser du pouvoir » le major Johnny Paul Koromah et rétablir le régime civil renversé.

Un embargo fut effectivement décidé par la C.E.D.E.A.O. et l'Ecomog, présente au Libéria, fut chargée de le faire respecter. En fait, seul le Nigéria y envoya des troupes. Les combats qui ont opposé les troupes nigérianes à l'armée sierra-léonaise, renforcée par les rebelles du R.U.F., n'ont pas été assez décisifs pour infléchir la position de la junte qui entendait garder le pouvoir jusqu'en 2001.

Après de multiples tractations entre le comité de médiation composé des ministres des affaires étrangères de Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria et du Ghana, un accord fut enfin conclu à Conakry au terme duquel la junte s'engageait à rendre le pouvoir au président Kabbah en mai 1998. Toutefois, rien n'est définitivement acquis dans cette crise si l'on considère le comportement imprévisible de la junte au pouvoir d'une part et l'attitude du R.U.F. face à ce qu'il pourrait considérer comme une trahison de la junte, son leader, Fodé Sankoh étant toujours en résidence surveillée à Abuja.

1-3. Les autres conflits et crises dans la sous-région

Si les guerres civiles libérienne et sierra-léonaise ont été ces dernières années au centre de la diplomatie ouest-africaine, il demeure que d'autres conflits, certes de moindre intensité, existent contribuant à la déstabilisation de l'Afrique de l'ouest.

Au Sénégal, la crise casamançaise continue sans qu'une solution ne soit réellement en vue. Les négociations annoncées depuis 1996 n'ont pas véritablement commencé. L'aile politique du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) reste divisée quant à l'attitude à adopter face au gouvernement sénégalais. En attendant, les accrochages sporadiques continuent d'opposer l'armée aux rebelles casamançais.

Au Mali, la rébellion touareg est pour l'instant en voie de règlement, les mouvements armés ayant renoncé à la violence pour dialoguer avec le pouvoir. Là aussi la résolution définitive du conflit dépend en grande partie des réponses que les autorités apporteront aux revendications d'ordre politique, économique et culturel à l'origine de la révolte des populations touaregs. Quant au régime du président Alpha Oumar Konaré, il fait face à une opposition mobilisée qui a boycotté les élections présidentielles et législatives reprochant au parti au pouvoir de manquer de transparence dans l'exercice du jeu démocratique. Ce climat de suspicion s'est brusquement exacerbé avec l'arrestation des leaders de l'opposition après le lynchage à mort d'un membre des forces de l'ordre par des manifestants appartenant aux partis de l'opposition. Conscient du danger de déstabilisation que courait le pays, le chef de l'Etat a joué la carte de l'apaisement en libérant les leaders emprisonnés tout en les invitant à participer à un gouvernement d'union nationale. Néanmoins, les performances économiques affichées par le gouvernement malien sont de nature à relativiser la pression exercée par une opposition en mal d'arguments convainquants.

Au Niger, la situation est à bien des égards comparables à celle que vit le Mali sauf que là les autorités ont du mal à amener tous les mouvements touaregs à la table de négociations malgré les accords d'avril 1995. Les violents accrochages survenus ces derniers temps entre l'armée et quelques mouvements armés hostiles au traité d'avril 1995 témoignent du fossé entre le pouvoir de Niamey et une bonne partie de la rébellion touareg. Et comme cela ne suffisait pas, l'opposition entre le chef de l'Etat et son Premier ministre, issu de l'opposition, venait s'ajouter à une situation déjà préoccupante. Cette opposition a conduit inéluctablement au putsch du général B. Maïnassara le 27 janvier 1996. Les élections présidentielles qui ont suivi n'ont pas apporté les changements escomptés, les partis politiques membres de l'opposition dans leur majorité ayant boycotté le scrutin. De plus, les principaux bailleurs de fonds du Niger ayant suspendu leur coopération avec les nouvelles autorités pour protester contre le coup d'Etat, la situation économique désastreuse risque de plonger le pays à tout instant dans le chaos.

En Guinée, la situation politique peut basculer à tout moment en guerre civile. La formation des partis politiques sur une base ethnique et les risques de contagion des guerres civiles libérienne et sierra-léonaise sont les germes de déstabilisation profonde du climat sociale déjà tendu par l'insécurité que connaît Conakry, la capitale, et les régions frontalières du Libéria et de Sierra-Léone. L'insurrection d'une partie de l'armée, dirigée par des officiers malinké¹⁰ en février 1996, montre la fragilité du pouvoir en place.

Plus au nord, la Mauritanie reste confrontée à un dilemme identitaire auquel elle a du mal à trouver une solution : son appartenance au Maghreb ou à l'Afrique subsaharienne. Cette situation n'est pas sans inquiéter certains intellectuels mauritaniens. C'est ainsi que Idoumou Mohamed Lemine, rédacteur en chef de Maghreb-Hebdo y voit « la rencontre de deux chauvinismes : arabe, sur fond d'arabisation outrancière [et de balancement perpétuel de la classe dirigeante entre

¹⁰ - une des deux ethnies majoritaires du pays et opposée à celle du président Conté

la ligne »baasiste « pro-irakienne et « nassérienne » pro-égyptienne], et négro-africain, en réaction à l'accaparement du pouvoir par les Maures...¹¹ »

Ce chauvinisme fut sans doute à la base de la vague de fuites et d'expulsions d'avril 1989 de milliers de Négro-mauritaniens lors du conflit frontalier avec le Sénégal. Depuis, la démocratisation du paysage politique mauritanien semble avoir calmé les tensions raciales. Cette fausse accalmie ne doit faire illusion. A ce propos, l'universitaire Abdel Wedoud Ould Cheikh, estime que le conflit n'est pas résolu étant donné « l'accentuation de l'exclusion à l'égard des communautés noires, l'amertume, la frustration et le sentiment d'une revanche à prendre. » Sa double appartenance à la fois à la C.E.D.E.A.O. et à l'Union du Maghreb arabe (UMA) induit un certain malaise au sein de la classe dirigeante qui semble hésiter entre un monde arabe - selon Abdel Ould Cheikh, « cette quête d'identité relève de l'imaginaire, la plupart des Maures sont berbères¹² » qui l'a toujours regardée avec condescendance et un monde négro-africain qui a tendance à le classer dans le monde arabe. En tout état de cause, les tensions entre populations beydanes, tenant du pouvoir mais minoritaires, et négro-africaines, majoritaires et qui ne s'identifient nullement au monde et à la culture arabes, constituent des sources de conflits susceptibles menacer à tout instant la paix à l'intérieur du pays et dans la sous-région. De la capacité ou non des autorités à assurer les équilibres entre les différentes composantes de la nation, notamment dans le domaine du partage du pouvoir avec les Noirs, dépend la stabilité du pays.

Membre de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.), de la C.E.D.E.A.O. et de l'Accord de non-agression et de défense (A.N.A.D.)¹³, la Mauritanie reste tiraillée par son appartenance à la fois aux mondes arabe et négro-africain.

Ainsi donc, c'est dans une région bien trouble que les différents Etats de la sous-région tentent d'harmoniser leurs actions. C'est de la capacité des Etats membres à résoudre les nombreuses crises que dépend l'avenir de la C.E.D.E.A.O.

2- LES ENJEUX ECONOMIQUES

L'un des objectifs majeurs de la C.E.D.E.A.O. est l'intégration des marchés des différents états membres, ce qui à terme favoriserait d'une part la croissance du commerce et les échanges régionaux et d'autre part une meilleure chance d'intégration dans l'économie mondiale en plein bouleversement. Au stade actuel de l'organisation, cet objectif est loin d'être atteint.

En effet, l'étroitesse des marchés locaux, l'inexistence d'un cadre juridique approprié ne sont pas pour encourager le flux commercial entre Etats voisins et les investisseurs potentiels hésitent à venir. Il s'y ajoute la disparité des monnaies locales, sans véritable valeur sur le marché international. Un des défis majeurs que la C.E.D.E.A.O. devra chercher à relever au plus tôt est justement ce problème monétaire. La faiblesse des économies locales est de nature à pousser les Etats à asseoir une politique financière commune, ce qui conduirait, à terme, à la création d'une monnaie unique. Et c'est l'un des objectifs contenus dans le Traité de Lagos

¹¹ - cf Article de Philippe Lcymaric, le Monde Diplomatique, janvier 1996, p. 26 et 27

¹² - idem 11

¹³ - Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo

de 1075. C'est le lieu de voir le rôle que pourrait jouer dans ce domaine l'union économique et monétaire des Etats de l'Afrique de l'ouest (U.E.M.O.A.) qui regroupe sept (7) Etats de la zone franc¹⁴, tous membres de la C.E.D.E.A.O.

Signée à Dakar le 12 janvier 1994, l'U.E.M.O.A. a pour vocation l'intégration économique et l'harmonisation des politiques fiscales au sein des pays membres. Depuis, quelques avancées ont été accomplies dans ce domaine. La mise en place de la cour de justice et la volonté affichée par les dirigeants autorisent à penser que cette dynamique d'intégration devrait se maintenir dans le sens souhaité par l'ensemble de ces pays. Il paraît évident que les quelques progrès enregistrés par l'U.E.M.O.A. en matière d'intégration économique ont été favorisés par l'appartenance des Etats-membres à une même zone monétaire, la zone franc. Pour atteindre cet objectif, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest devrait s'inspirer de l'expérience de l'Union européenne.

Deux voies pourraient être explorées, toutes susceptibles d'aboutir au même résultat si tant est que la volonté politique existe réellement:

- étendre la zone franc à l'ensemble de la C.E.D.E.A.O.
- créer une nouvelle monnaie à l'image de l'euro.

2.1- Etendre la zone franc à l'ensemble de la C.E.D.E.A.O.

Une telle décision, qui n'est pas envisagée pour l'instant, ne me paraît pas réaliste et conséquente par rapport aux objectifs définis dans le Traité et encore moins responsable si l'on considère ne serait-ce que la dépendance du franc CFA vis-à-vis du franc français et bientôt de l'euro.

En effet, la parité du franc CFA vis-à-vis du franc français a toujours été garantie par le trésor français. Avec l'entrée en vigueur de l'euro rien ne dit que cette garantie ne pourra pas être remise en cause par les autres membres de l'euro qui n'y verraient qu'une « affaire franco-africaine. Pour le moment, il semble que rien ne va changer, la parité devant continuer mais avec l'euro. Une décision irresponsable, ai-je dit, parce que la monnaie est également une affaire de souveraineté, à moins que nos états aient depuis renoncé à celle-ci. Toute politique monétaire est conduite au regard des intérêts du ou des pays concernés. Si le délabrement de leurs économies a été à la base de la dévaluation, il demeure que le manque de liberté d'action des pays de la zone franc, due au « parrainage » du franc français, y fut également pour beaucoup. De toute manière, les pays non membres de cette zone l'auraient déjà intégrée si véritablement ils y voyaient leur intérêt. Néanmoins, la question de la monnaie unique reste d'une importance capitale pour l'avenir de la C.E.D.E.A.O.

2.2 Créer une nouvelle monnaie commune

Il s'agira de s'inspirer des démarches de l'Union européenne et de l'UEMOA. La plupart de nos Etats, habitués à une certaine stabilité du franc CFA, ont du mal à concevoir une zone monétaire autre que la zone franc. C'est d'ailleurs pour cette raison que les dirigeants de cette zone franc ont tout fait pour obtenir de la France (et non de l'Union européenne) que l'euro prenne la relève du franc français pour

¹⁴ - Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo

continuer à garantir le franc CFA. Personne n'a envisagé une solution alternative qui pourrait être envisagée cette fois-ci à l'échelle de la C.E.D.E.A.O.

Là où des pays comme le Ghana et le Botswana, qui ont leur propre monnaie, sont cités en exemples sinon pour la bonne santé du moins pour le bon redressement de leur économie, une organisation de 200 millions d'âmes comme la C.E.D.E.A.O. devrait pouvoir parfaitement réussir. Cela ne devrait pas l'empêcher de nouer une politique de coopération financière avec d'autres organisations internationales ou nationales. Pour y parvenir, l'Afrique de l'ouest a besoin d'une locomotive comme l'Union européenne a eu besoin de l'Allemagne et de la France pour avancer résolument vers l'intégration économique.

3 - L'ABSENCE D'UN LEADERSHIP REGIONAL

Marc Bonnefous, dans un article consacré à la politique et à la diplomatie africaines, fait remarquer que ce qui caractérise aujourd'hui l'Afrique de l'Ouest c'est l'absence d'un Etat ayant une envergure pour rayonner hors de ses frontières¹⁵. Ceci est particulièrement vrai pour les pays francophones qui depuis la disparition du président Félix Houphouët Boigny semblent avoir perdu leurs repères politiques sur la scène africaine et internationale.

Il est vrai que l'accession de Nelson Mandela au pouvoir en Afrique du sud et le rôle que ce pays joue sur la scène africaine ont éclipsé la diplomatie de certains pays naguère active sur l'échiquier du continent. Toutefois, pour mieux appréhender les raisons d'une absence de leadership régional dans les pays de la C.E.D.E.A.O. il convient de jeter un regard sur les initiatives de regroupement prises au sein des groupes anglophones et francophones.

3.1- Les organisations francophones et anglophones

A la différence de leurs homologues anglophones, les Etats francophones ont de tout le temps cherché à se regrouper au sein d'organisations à caractère politique (Conseil de l'Entente), militaire (A.N.A.D.) ou économique (C.E.A.O.). Quant aux pays anglophones, leur appartenance au Commonwealth d'une part et leur instabilité politique chronique n'ont pas favorisé pareils rapprochements.

Une certaine prise de conscience de la nécessité de bâtir un vaste marché à l'échelle de la sous-région commença à se faire sentir avec la crise économique des années 1970. Cette période correspond aussi aux balbutiements de la mondialisation de l'économie. Conscients de la faiblesse de leur économie, les Etats de l'Afrique de l'ouest, à l'instar de ceux de l'Europe occidentale (U.E) et de l'Asie du sud-est (ASEAN), tentèrent de se regrouper pour mieux s'insérer dans le nouveau circuit économique mondial. Les regroupements économiques existants dans la partie francophone devaient laisser la place à d'autres plus vastes encore. C'est dans ce cadre que fut décidée la création de la C.E.D.E.A.O. et plus tard, après de multiples tergiversations, la dissolution de la C.E.A.O., considérée alors par les pays anglophones, qui n'en faisaient pas partie, comme obsolète. La C.E.A.O. a disparu et la C.E.D.E.A.O. manque de dynamisme. Aucune mesure concrète n'a été prise

¹⁵- Marc Bonnefous, article vues sur l'Afrique paru dans la revue Défense nationale septembre-août 1997 p.95

qui aille dans le sens des objectifs initiaux. Etaient-ils trop ambitieux ou est-ce tout simplement un manque de volonté politique? Le pari de l'intégration est bien évidemment une ambition dont il faut se donner les moyens. Ce n'est certainement pas une utopie. De toute évidence, le manque de dynamisme de la C.E.D.E.A.O. est dû essentiellement au manque de leadership, rôle prédestiné au Nigéria qui a du mal à l'assumer efficacement pour diverses raisons.

3.2 - Les obstacles au leadership du Nigéria

La création de cet espace économique faisait, de facto, du Nigeria son leader tout désigné. En effet, les atouts démographiques (au moins 120.000.000 d'habitants) et économiques (premier exportateur de pétrole du continent) font de ce pays le plus vaste et, de loin, le plus important marché de la sous-région. Les économies de la plupart des pays frontaliers dépendent pour une bonne part des échanges avec le marché nigérian. Par ailleurs, la décision prise par les Etats ouest-africains d'établir le siège de l'organisation à Abuja, capitale politique du Nigeria, traduit, d'une certaine manière, une acceptation du leadership nigérian en Afrique de l'ouest même si, à bien des égards, le géant de l'Afrique de l'ouest paraît pour l'instant hors-jeu pour des raisons à la fois politiques et économiques.

Au plan politique, le pouvoir militaire, après avoir mis un frein au processus démocratique initié par le régime précédent, a purement et simplement interdit les partis politiques et jeté en prison les principaux leaders de l'opposition quand ceux-ci n'ont pas quitté le pays pour prendre le chemin de l'exil.

Ce climat de terreur politique s'accompagne d'une violation flagrante des droits de l'homme par le régime du Général Sani Abacha dont le paroxysme fut atteint avec l'exécution, le 10 novembre 1995, de l'écrivain et défenseur des droits de l'homme, Ken Saro-Wiwa. Le Nigéria fut alors suspendu du Commonwealth, l'Union européenne décida un embargo sur les ventes d'armes à destination du pays¹⁶ et le Comité des droits de l'homme de l'ONU condamna la junte. Ces sanctions et condamnations ne semblèrent pas émouvoir outre mesure le régime Abacha qui devait récidiver quelques semaines plus tard en condamnant à de très lourdes peines de prison de l'ancien président Obasanjo et d'une dizaine d'autres militaires accusés de « complot » contre le régime de Sani Abacha.

Au plan social, une crise aiguë mine les rapports entre les différents groupes ethniques et pourrait à terme menacer sérieusement l'unité nationale. Des émeutes d'une rare violence affectent régulièrement le nord du pays ; elles revêtent très souvent un caractère religieux. En effet, des mouvements islamistes, encouragés par le Soudan et l'Iran, se développent de plus en plus au Nigéria et principalement dans le Nord sans que le régime ne puisse ou ne veuille les contrôler véritablement. Il s'en suit donc des affrontements sanglants entre musulmans et chrétiens, affrontements qui ne sont pas sans rappeler la tentative de sécession de la province du BIAFRA.¹⁷

¹⁶ -cf Article de Jean-Pierre Raison, Année stratégique 1997 p. 129

¹⁷ -Région orientale du Nigéria, riche en pétrole, a fait sécession en 1967, ce qui déclencha la guerre civile du même nom

Il faut noter que cette violence est à la fois due à la corruption du régime en place qui s'est accaparé des revenus du pétrole et à une crise qui ne cesse de s'approfondir. « Les revenus pétroliers sont tombés à 9 milliards de dollars contre 22 il y a peu ; la production est remontée à 2 millions de barils/jour, mais l'investissement est très insuffisant. La dette est de 34 milliards de dollars ; la moitié de la population vit dans une pauvreté absolue. »¹⁸

Comme on le voit donc, malgré sa puissance démographique et économique, le Nigéria, a du mal à se positionner comme véritable leader de l'Afrique de l'Ouest. Si l'on y ajoute les récentes déconvenues militaires en Sierra-Léone, dans sa tentative d'imposer aux putschistes le retour du président Téjan Kabbah, il devient plus évident de noter les limites de ce leadership dans cette partie du continent africain.

3.3 - Les autres alternatives

Quant au Ghana, autre pays anglophone de la sous-région, il ne semble pas constituer une alternative au géant nigérian. La « confiscation » par le Nigéria du commandement de l'Ecomog qui lui était confié tout au début de l'intervention des troupes de la C.E.D.E.A.O. au Libéria, traduit d'une certaine manière les limites des ambitions géopolitiques de ce pays dans la sous-région. Pour le régime du président Rawlings, la priorité semble être, pour l'instant tout au moins, le redressement de l'économie, la stabilisation et le renforcement du climat social entre les différentes composantes ethniques du pays. Néanmoins, la diplomatie ghanéenne demeure très active en Afrique de l'ouest. Président en exercice de la C.E.D.E.A.O., le président Rawlings s'est beaucoup investi dans la recherche de solutions pour mettre un terme à la guerre civile libérienne même si ces efforts ne furent pas tout à fait couronnés du succès attendu.

La situation n'est guère plus brillante dans la partie francophone. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, jadis locomotives de la défunte C.E.A.O., semblent aujourd'hui frappés de léthargie politique et diplomatique tandis que d'autres, comme le Mali et le Burkina, malgré le rôle qu'ils jouent de plus en plus dans ce domaine, n'arrivent pas à combler véritablement les places laissées vacantes.

Si la Côte d'Ivoire retrouve petit à petit son dynamisme économique (6,5 % de croissance en 1996), elle est paradoxalement en bute à des contradictions politiques qui pourraient également, à terme, mettre en danger la stabilité sociale qui l'a toujours singularisée par rapport à la plupart des Etats voisins. La dérive xénophobe constatée lors des dernières élections présidentielles et législatives constitue la principale menace contre cette stabilité sociale. En adoptant des lois qui écartaient d'emblée des adversaires politiques de la course à l'élection présidentielle ou législative, la Côte d'Ivoire effectuait une rupture d'avec la ligne de conduite qui fut jusque-là la sienne et dont le credo était l'intégration des immigrés africains dans la société ivoirienne¹⁹.

Par ailleurs, une certaine tension, jusque-là diffuse, commence à se faire sentir au sein de la population musulmane. Perçue de l'extérieur comme un pays à majorité

¹⁸ --cf Article de Jean-Pierre Raison, Année stratégique 1996 p.141

¹⁹ - cf Article de Jean-Pierre Raison, Année stratégique 1996 p.141

chrétienne, la Côte d'Ivoire n'en est pas moins un pays à majorité musulmane (40% de la population). Aussi, observe-t-on aujourd'hui, des protestations s'élever parmi les musulmans et particulièrement parmi les plus jeunes qui réclament plus d'équité et de partage dans la gestion du pays. Ces derniers veulent remettre en cause la concentration du pouvoir entre les mains des chrétiens et des Baoulés (ethnie des deux présidents qu'a connus le pays). Si pour l'instant cette revendication n'entame en rien les relations entre musulmans et chrétiens, rien ne dit qu'elle ne pourrait se radicaliser si d'aventure les autorités ne la prenaient pas en compte dans le processus de construction démocratique en cours.

Comme on peut le constater donc, « la Côte d'Ivoire, sous la présidence d'Houphouët-Boigny, pouvait se targuer d'une forme de leadership moral. Or, l'héritage a été dilapidé en un temps record par son successeur, Konan Bédié. » Ce qui fait dire à certains observateurs de la scène politique ivoirienne que « la Côte d'Ivoire ne paraît plus un modèle et elle n'est plus un leader de rechange dans la région.²⁰ »

Le Sénégal, quant à lui, semble également avoir perdu de sa vigueur diplomatique qui était son principal atout sur la scène internationale et africaine, en particulier. Longtemps considéré comme phare de la démocratie sur le continent, ce rôle semble lui échapper de plus en plus tant la situation sur le terrain est pour le moins confuse. Au plan politique, les contestations, par l'opposition, des résultats des différentes consultations organisées ces dernières années, l'assassinat du président du Conseil d'état en 1993 en pleine élection présidentielle et la confusion constaté lors du procès des assassins ont fini de montrer également les limites de cette démocratie. Si l'on y ajoute le climat de violence qui sévit dans la partie sud du pays, en Casamance, où les forces de sécurité et l'armée affrontent depuis une quinzaine d'années une rébellion armée, l'on est tenté de penser que les ambitions régionales du Sénégal sont sinon revues à la baisse du moins paralysées pour l'instant.

La quasi absence de la diplomatie sénégalaise dans la gestion et le règlement des conflits libérien et sierra-léonais pourrait traduire cet état de fait. A moins que ce ne soit une sorte de carte blanche laissée au Nigeria dont les ambitions seraient considérées par les autorités sénégalaises plus légitimes dans ce domaine. C'est en tout cas ce que laisse penser le retrait du contingent sénégalais de l'Ecomog, en 1992. Il avait largement contribué à empêcher le Front national patriotique de Charles Taylor de s'emparer de la capitale, Monrovia, alors que la quasi totalité du territoire libérien était sous le contrôle du mouvement rebelle. En retirant son contingent au début de l'année 1993, le Sénégal laissait aux troupes nigérianes une liberté de manoeuvre sur toute l'Ecomog, ce qui n'était pas le cas auparavant. La suite des événements semble l'avoir largement prouvé.

Pressé par une situation intérieure devenue plus instable tant aux plans politique, social que sécuritaire, le Sénégal est de moins en moins présent sur la scène régionale et internationale.

²⁰ - cf article de Jean-Pierre Raison paru dans la revue Année stratégique 1997 p.132

CONCLUSION

Confrontée à une déstabilisation chronique depuis plus d'une décennie, la C.E.D.E.A.O. éprouve les pires difficultés à se construire un espace économique et politique digne des ambitions affichées par ses pères fondateurs en mai 1975. Depuis, les crises se sont multipliées embrasant la quasi totalité de la sous-région faisant des milliers de victimes et de déplacés. Les accords et traités conclus par les Etats-membres de l'organisation ne sont pas appliqués dans leur intégralité. L'instabilité que vivent la plupart des Etats rend difficile la mise en oeuvre de ces accords. En effet, plus de vingt (20) coups d'état ou tentatives de coups d'état ont été enregistrés en Afrique de l'ouest. Cette instabilité est très souvent le fait des régimes en place qui, pour se maintenir, développent un esprit de division reposant sur l'appartenance ethnique ou régionale. Les tentatives de démocratisation ont vite été déçues et plus de la moitié des régimes en place sont issus de coups d'état vite maquillés du label de la démocratie au travers d'élections dont la régularité est pour le moins douteuse.

C'est dans un tel contexte de gouvernance et de gestion que les crises ont germé dans la plupart des Etats de l'Afrique de l'ouest, ce qui pose un problème de survie pour la C.E.D.E.A.O.

En effet, si le développement est inconcevable sans la sécurité, il est légitime de se demander si les Etats ouest-africains n'ont pas mis la charrue avant les boeufs. Autrement dit, ne fallait-il pas d'abord créer les conditions de paix et de stabilité à l'intérieur des frontières nationales avant de voir plus grand? En tout état de cause, la multitude de conflits armés depuis au moins 1975 et la léthargie dans laquelle vit l'organisation incitent à le penser. Mieux, la construction d'un ensemble économique dynamique et cohérent dans ses objectifs principaux suppose d'abord et avant tout l'existence d'un climat de confiance entre les parties prenantes. Ce qui n'a toujours été le cas au sein de la C.E.D.E.A.O. Le Nigéria s'est opposé à la Côte d'Ivoire et au Burkina dans le conflit libérien, le Togo s'en prend au Ghana et l'accuse d'abriter des opposants qui menacent le régime en place, le Sénégal reproche à la Guinée-Bissau et à la Gambie de soutenir la rébellion casamançaise, etc. Il est difficile d'imaginer les progrès accomplis aujourd'hui par l'Union européenne si par exemple la France soupçonnait l'Allemagne ou l'Espagne de nourrir des velléités territoriales au niveau de leurs frontières respectives.

Cependant, tout espoir n'est pas perdu. La situation économique dans pays de la zone franc, dopés par la dévaluation de 1994, tend à s'améliorer et certains pays comme le Ghana et le Burkina sont devenus « de bons élèves » du F.M.I. Au plan de la sécurité, le conflit libérien est en passe de devenir un souvenir et en Sierra-Léone un accord est intervenu entre la junte au pouvoir et la C.E.D.E.A.O. qui devrait conduire au rétablissement du régime civil déchu et peut-être à un règlement simultané de la rébellion du Front révolutionnaire uni. Alors, le processus d'intégration régionale pourrait redevenir réalité pour l'ensemble de la sous-région. En tout état de cause, la situation que vit la sous-région nécessite une plus grande synergie de la part des Etats-membres dans les domaines les plus sensibles, à savoir : la sécurité, l'éducation et la politique.

Dans le domaine de la sécurité, il est important que les Etats s'engagent à résoudre pacifiquement les différends qui pourraient les opposer. Pour ce faire, la mise sur

Un pied d'une instance de consultation et de médiation des crises pourrait être envisagée. En effet, si l'Ecomog constitue, en théorie, le bras armé de la C.E.D.E.A.O., l'absence d'une structure mandataire au niveau communautaire en fait, en réalité, une force au service du Nigéria. La décision des chefs d'Etat, réunis le 17 décembre 1997 à Lomé, de créer un organisme de gestion des crises entre les Etats membres, constitue une avancée salubre dans ce domaine.

C'est dans le domaine de l'éducation que les efforts les plus soutenus sont nécessaires. Dans la plupart des Etats de la C.E.D.E.A.O., le taux d'alphabétisation dépasse à peine les 50%, ce qui ne manque pas d'influer sur la santé, la démocratie et le développement, maux essentiels de la sous-région. Les difficultés d'instaurer un système démocratique dans la plupart des pays ouest-africains sont révélatrices de cette urgence à donner la priorité à l'éducation. La construction de la C.E.D.E.A.O ne se fera qu'avec l'appui de la population. Et pour que celle-ci soit en mesure de jouer la part qui lui revient, il lui faut, au préalable, disposer de la capacité d'émettre un jugement responsable sur ce qui lui est proposé. Pour l'heure, c'est la charrue avant les boeufs.

Dans le domaine politique, les rivalités ou les suspicions entre certains Etats sont également de nature à fragiliser l'intégration sous-régionale. S'il est nécessaire d'avoir une ou plusieurs locomotives pour faire avancer le groupe, il est tout aussi nécessaire que tous les Etats aient les mêmes droits et mêmes devoirs. En d'autres termes, il ne doit y avoir ni d'Etats-membres de première ou de deuxième vague. La construction de la Communauté exige ces sacrifices.